



L'ALBANIE

Un pays sûr ?

Aucun pays ne peut être présumé sûr. C'est là tout le sens de la Convention relative au statut des réfugiés : chaque demande d'asile doit être examinée de façon individuelle car chaque situation personnelle varie. La classification comme pays d'origine sûr signifie qu'aucun risque de persécution n'existe a priori, que l'Etat de droit est respecté. Un « pays sûr » peut aussi être présumé pays « tiers sûr » où renvoyer tout demandeur d'asile qui y aurait transité afin qu'il/elle y dépose sa demande de protection car les conditions d'examen de cette demande respectent le droit international et européen des personnes réfugiées. Nombre d'exemples montrent que c'est loin d'être toujours le cas.

L'usage de la notion de sûreté a des conséquences graves sur les droits des demandeurs d'asile (voir analyse): examen accéléré des demandes, appels non suspensifs permettant le renvoi avant qu'une décision finale soit prise, refus de la demande probable voire, dans le cas des pays « tiers sûrs », irrecevabilité de la demande d'asile.

L'Union européenne est en train d'étudier un projet de règlement sur les pays d'origine sûrs visant à établir une liste commune de pays, notamment l'Albanie, qui figure sur 8 des 12 listes nationales européennes de pays d'origine sûrs existantes (Autriche, Belgique, Bulgarie, République Tchèque, Danemark, France, Luxembourg, Royaume Uni).

L'AEDH, EuroMed Droits, et la FIDH s'opposent par principe à la notion de « sûreté » qui justifie en général l'expulsion dans un pays où les personnes ne pourraient aucun risque (voir analyse): qu'en est-il vraiment ?

MINORITÉS ET PERSONNES VULNÉRABLES

- **Violences faites aux femmes** et violence domestique
- **Discrimination voire marginalisation des personnes handicapées**
- **Discrimination voire marginalisation des LGBTI**
- **Discrimination des minorités ethniques** telles que les « Egyptiens » et surtout les Roms, notamment pour l'accès au logement

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'OPINION

- **Attaques** contre les journalistes
- **Pression du gouvernement** sur la presse
- **Protection insuffisante** des journalistes par les autorités pour faire face à ces menaces

ÉTAT DE DROIT ET INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE

- Lenteur et corruption du système judiciaire et situations d'**impunité** empêchant ainsi un véritable **accès à la justice**

TORTURE, TRAITEMENTS INHUMAINS ET DÉGRADANTS

- **Plusieurs cas de torture et autres mauvais traitements** signalés
- **Mauvaises conditions de détention**

Pour aller plus loin

AEDH, EuroMed Droits, FIDH, Pays « sûrs » : un déni du droit d'asile, mai 2016 Policy brief on the « safe country » concept

<http://euromedrights.org/fr/pays-surs-un-deni-du-droit-dasile/>

Compilation et résumé du Haut-commissariat aux droits de l'Homme pour l'examen périodique universel, 2016

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/ALSession19.aspx>

Rapport Albanian Helsinki Committee, 2014

http://www.ahc.org.al/web/images/publikime/en/Humane_Rights_Report_2014.pdf

Rapport de Human Rights Watch, Examen Périodique Universel, 2009

<https://www.hrw.org/news/2009/04/15/human-rights-watch-upr-submission-albania>

Rapport d'Amnesty international (2015-2016)

<https://www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/albania/report-albania/>
(anglais)

<https://www.amnesty.org/fr/countries/europe-and-central-asia/albania/report-albania/>
(français)

Observations finales du Comité des droits de l'homme des Nations unies, 2013



EuroMed Rights
EuroMed Droits
الأورو-متوسطية للحقوق

